

Le Monde
pour **matinPLUS**

Emploi. Le conseil général de Seine-Saint-Denis a décidé de s'impliquer auprès des entreprises pour favoriser l'embauche de jeunes. Après la SNCF, Veolia et Accor, le secteur du BTP a répondu présent.

Le 93 se mobilise pour l'emploi

Le secteur du bâtiment est mis à contribution

Après les transports et la restauration, le BTP s'associe au conseil général de la Seine-Saint-Denis pour que se rencontrent chômeurs et employeurs. Avec plus de 13 % de la population au chômage et quelque 51 000 allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI), sur une population de 1,4 million d'habitants (dont 25 % n'ont aucun diplôme), les élus du département du «93» font de l'emploi et de la formation deux de leurs priorités. Bien qu'il n'ait pas de compétence légale directe en la matière, le conseil général a décidé de s'impliquer dans une série d'actions concrètes en faveur de l'emploi dans le secteur privé.

Il a confié au Comité départemental du tourisme 93 la conception et la réalisation de l'exposition *Et voilà le travail, les bâtisseurs en Seine-Saint-Denis*, dédiée aux métiers du bâtiment. Un secteur économique qui emploie plus de 30 000 salariés localement, mais où 3 000 postes ne trouvent pas preneurs en Seine-saint-Denis. Ouverte depuis le 1^{er} février, cette manifestation grand public est destinée à promouvoir les métiers du BTP et à faire découvrir au public, les jeunes en particulier, l'univers de la construction, des matériaux, de l'architecture et de l'aménagement de la ville. Elle se tiendra jusqu'au 18 février aux Magasins généraux d'Aubervilliers, avec un temps fort : le 15 février, journée spéciale «recrutement» des métiers du BTP, co-organisée par le département, l'ANPE, la Fédération française du bâtiment (FFB), les chambres de commerce et des métiers. S'y joindront une cinquantaine d'entreprises qui devraient proposer, à cette occasion, plus de mille postes, stages ou formations. Une attention particulière sera accordée «aux candidatures des jeunes sans qualification, des allocataires des minima sociaux, des chômeurs de longue durée», dit-on au conseil général.

En moins de deux ans, ce ne sont pas moins de six chartes de partenariat qui ont déjà été signées. En 2005, le conseil général, présidé par Hervé Bramy (PCF), a conclu un premier pacte pour le développement de l'emploi dans le département avec le groupe Veolia Environnement et la SNCF. A suivi la signature de quatre nouvelles conventions de partenariat avec



Un cliché qui met à l'honneur le secteur des BTP, visible à l'exposition *Et voilà le travail, les bâtisseurs en Seine-Saint-Denis*, aux Magasins généraux d'Aubervilliers : «Echafaudage pour les réparations du réseau EDF, après la tempête de 1999.»

la FFB, la Chambre syndicale des travaux publics et privés, la RATP et le groupe d'hôtellerie et de restauration Accor.

Conforté par le succès de ses deux premières campagnes-emploi de 2005, qui ont permis à près de 600 personnes d'accéder à une place stable, le conseil général compte poursuivre sa démarche de coopération avec les acteurs économiques du département. En multipliant les initiatives de rapprochement avec les entreprises, Jean Charles Nègre (PCF), vice-président de l'assemblée départementale en charge de l'emploi et la formation, espère que le dynamisme économique que connaît la Seine-Saint-Denis et les emplois qui s'y créent profiteront en priorité à ses habitants.

Martine Boulay-Méric

« 3 000 postes ne trouvent pas preneurs dans le BTP en Seine-Saint-Denis »

charge de l'emploi et la formation, espère que le dynamisme économique que connaît la Seine-Saint-Denis et les emplois qui s'y créent profiteront en priorité à ses habitants.

SUR LEMONDE.FR

Le Monde

L'indifférence politique vue d'un quartier de Saint-Denis

L'Etat vend le Centre international de conférence de Paris

Le gouvernement a mis en vente, hier, le Centre international de conférence, avenue Kléber, à Paris, l'ancien hôtel Majestic, où se sont déroulés nombre d'événements historiques depuis plus d'un siècle (la signature du traité de paix mettant fin à la guerre du Viêt Nam en 1973, ou encore, en janvier dernier, la conférence pour la reconstruction du Liban). A deux pas de l'Arc de Triomphe et des Champs-Élysées, l'immeuble de bureaux, dépendant du ministère des Affaires étrangères, offre une surface de 30 000 m² sur six étages, et un toit-terrasse. Sa cession devrait être la plus grosse vente du patrimoine immobilier national en 2007. En 2006, les cessions immobilières de l'Etat ont rapporté 800 millions d'euros. Pour 2007, l'objectif est de 500 millions d'euros.